



SSE WORLD DIPLOMACY FORUM
by SSE International Forum
29 et 30 janvier 2026

Construire un avenir durable et souverain avec l'économie sociale et solidaire (ESS)

Discours du Président de ESS Forum International

Mesdames et Messieurs, distingués invités,

Depuis ses origines les Rencontres du Mont-Blanc ont toujours fait de ce moment privilégié un moment d'échange et de dialogue mais pour la première fois, nous avons une nouvelle ambition : faire des RMB un espace où s'affirme la diplomatie de l'ESS, dans une approche plus centrée sur les valeurs sociales et environnementales à contrario de la diplomatie économique traditionnelle, axée sur la maximisation des intérêts commerciaux et géopolitiques.

La diplomatie de l'économie sociale est un concept relativement récent qui désigne l'utilisation des principes et des valeurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans les relations internationales avec l'objectif de promouvoir une approche alternative au modèle économique traditionnel basé sur le marché « libre » et la maximisation des profits. Pour ce faire nous pouvons et nous devons nous appuyer sur les textes que les institutions internationales ont consacré à l'ESS ; en 2022, la résolution de la 110e CIT et la Recommandation de l'OCDE, en 2023 et 2024 les résolutions des UN et en 2023, la Recommandation du Conseil de l'Union Européenne.

Ces textes attendus depuis de nombreuses années, portés par les acteurs de l'ESS, soutenus par de nombreux États, reconnaissent que l'ES joue un rôle majeur dans tous les espaces de nos sociétés ; ils ont dès lors une portée politique majeure pour nos organisations et entreprises.

La diplomatie de l'économie sociale se différencie dès lors de l'approche diplomatique traditionnelle :

- *Elle s'inscrit dans une approche renouvelée des relations internationales, où les enjeux économiques, sociaux et environnementaux visent à promouvoir, au-delà des frontières nationales, des modèles économiques fondés sur la solidarité, la coopération, la gouvernance démocratique et la primauté de l'humain sur le capital. Coopératives, mutuelles, associations, fondations et entreprises sociales constituent les principaux acteurs de cette économie, qui représente aujourd'hui un levier stratégique de développement durable et inclusif.*
- *Elle propose et défend une alternative aux logiques capitalistes purement concurrentielles. Elle repose sur le partage d'expériences, le transfert de savoir-faire et la construction de partenariats internationaux visant à renforcer les capacités locales. À travers des réseaux transnationaux, des accords de coopération et des forums internationaux, les acteurs de l'économie sociale contribuent à diffuser des pratiques économiques plus justes et résilientes.*
- *Elle met en avant les intérêts collectifs mondiaux, tels que la lutte contre les inégalités, la promotion des droits humains, et la protection de l'environnement alors que la diplomatie économique classique cherche à défendre les intérêts nationaux en matière de commerce, d'investissements et de géopolitique.*
- *Elle vise à influencer les États pour une reconnaissance juridique de l'économie sociale, à mettre en place des politiques qui soutiennent et promeuvent les projets et les entreprises de l'économie sociale, à favoriser les échanges de bonnes pratiques, à mettre en place de partenariats pour le développement durable.*

La diplomatie de l'économie sociale ne se limite pas à une action publique. Elle mobilise aussi les collectivités territoriales, les universités, les ONG et les réseaux professionnels, qui agissent comme des acteurs diplomatiques à part entière. Cette « diplomatie multi-acteurs » favorise une coopération horizontale, fondée sur l'égalité, le respect des contextes locaux et la co-construction des solutions. Elle renforce ainsi le dialogue interculturel et la paix sociale, en valorisant des modèles économiques ancrés dans les territoires.

La diplomatie de l'ESS peut également s'appuyer sur un dialogue entre organisations et entreprises de l'ESS et entreprises dites « traditionnelles » réellement engagées dans leurs démarches de responsabilité sociétale et de mesure d'impact. Celles-ci sont souvent prêtes à travailler main dans la main avec l'ESS au service du développement durable et travaillent parfois déjà sans le savoir avec l'économie sociale que ce soit dans les achats ou dans leurs chaînes de valeur.

Enfin, la diplomatie de l'économie sociale constitue un outil d'influence et de rayonnement international. En promouvant des valeurs de solidarité, de démocratie économique et de durabilité, elle participe à redéfinir les normes du développement et du commerce international. Elle offre une vision de la mondialisation plus humaine, où la performance économique s'évalue aussi à l'aune de l'impact social et environnemental.

Les thèmes des RMB n'ont pas été choisis au hasard, elles sont intimement liées à cette diplomatie de l'ESS :

- *Une démocratie de plus en plus fragilisée par des forces qui cherchent à la miner ou à la redéfinir selon des logiques autoritaires, il est impératif de réaffirmer les fondements démocratiques. L'économie sociale offre un cadre propice à cette réaffirmation. En effet, elle repose sur des principes qui sont intrinsèquement démocratiques : la solidarité, l'égalité, la gouvernance partagée et la participation citoyenne.*

Dans de nombreux pays, les dérives autoritaires se manifestent par la concentration du pouvoir, l'affaiblissement des contre-pouvoirs, la marginalisation des citoyens dans les processus de décision, la rhétorique de l'affirmation identitaires et forcément la haine raciste. Les dérives autoritaires trouvent souvent leur origine dans les inégalités sociales et la précarité économique, qui fragilisent la cohésion sociale et rendent les populations plus vulnérables aux discours populistes.

Face à ces menaces bien réelles, l'économie sociale apparaît comme une forme de résistance démocratique, qui en font ou en feront une cible privilégiée car :

- notre modèle d'organisation limite les rapports de domination et empêche l'accaparement du pouvoir par une minorité, logique au cœur des régimes autoritaires,*
- notre modèle donne aux citoyens un rôle actif dans la gestion des ressources, renforce leur autonomie et donc leur capacité de résistance.*
- notre modèle contribue à réduire les fractures de nos sociétés en favorisant l'inclusion, l'emploi solidaire et l'accès équitable aux services essentiels, en promouvant la justice sociale, elle consolide les bases matérielles indispensables à une démocratie réelle.*
- notre modèle constitue un espace de liberté, d'expression citoyenne et d'émancipation, elle favorise le pluralisme et le dialogue et agit comme un contre-pouvoir, essentiel pour prévenir la dérive autoritaire et préserver les libertés démocratiques.*
- Enfin, notre modèle démontre que la démocratie ne se limite pas au vote, mais s'exerce aussi dans la gestion quotidienne de l'économie et des biens communs. En ce sens, l'économie sociale incarne une démocratie vécue, capable de faire face aux tentations autoritaires.*

- *Une des plus grandes menaces auxquelles nous faisons face aujourd'hui est l'insécurité alimentaire, exacerbée par le changement climatique, la croissance démographique et la mondialisation des marchés agricoles. Dans ce contexte, la diplomatie de l'économie sociale peut jouer un rôle décisif en favorisant l'émergence de modèles agricoles durables, équitables et respectueux des écosystèmes locaux. Notre modèle soutient une souveraineté alimentaire où les peuples peuvent déterminer leur propre modèle agricole, choisir ses semences et protéger ses terres des forces qui cherchent à les privatiser ou à les industrialiser. En soutenant les initiatives d'agriculture paysanne, de circuits courts et de coopératives alimentaires, l'économie sociale offre une voie vers l'autonomie alimentaire. Ces modèles ne se contentent pas de nourrir les populations, mais renforcent également la résilience des communautés face aux crises globales.*

Les institutions multilatérales doivent donc jouer un rôle dans la promotion de ces modèles agricoles durables et inclusifs. Les diplomates et les gouvernements doivent intégrer la souveraineté alimentaire dans leurs politiques étrangères, en soutenant la mise en réseau des initiatives agricoles locales, en facilitant les échanges de bonnes pratiques et en construisant des partenariats internationaux autour de l'agriculture durable.

L'économie sociale permet aussi de développer des filières alimentaires locales, réduisant ainsi la dépendance des pays vis-à-vis des géants de l'agro-industrie. Ces initiatives génèrent non seulement de la valeur économique, mais contribuent aussi à renforcer le tissu social et à préserver les cultures agricoles locales.

- *L'intelligence artificielle (IA) est sans doute l'un des champs les plus stratégiques du XXI^e siècle. Cependant, la question qui se pose est : comment faire en sorte que l'IA serve l'humanité dans son ensemble, et non une poignée d'acteurs privés ou des régimes autoritaires ? Si la technologie peut être un moteur de progrès, elle peut aussi être utilisée pour accentuer les inégalités, surveiller les populations ou exploiter les données personnelles à des fins commerciales.*

Dans ce contexte, une diplomatie de l'économie sociale offre une réponse. En privilégiant une approche collaborative et inclusive, l'économie sociale peut garantir que l'IA serve l'intérêt général, en promouvant des technologies éthiques et responsables et être à l'avant-garde de la création de logiciels et de plateformes d'IA qui sont transparentes, décentralisées et respectueuses des droits des utilisateurs.

Une diplomatie de l'ESS dans le domaine de l'IA doit aussi encourager l'internationalisation de ces modèles. Des partenariats internationaux dans le domaine de la recherche et du développement en IA peuvent permettre aux pays de bénéficier des dernières avancées technologiques tout en garantissant une gouvernance partagée et une distribution équitable des fruits de l'innovation.

Et en faisant le lien avec la souveraineté, l'IA peut être un outil puissant pour améliorer les pratiques agricoles durables pour optimiser les rendements agricoles tout en respectant l'environnement, ou pour prévoir les crises alimentaires et mettre en place des solutions d'urgence.

L'énergie est au cœur des transitions, dans de nombreux contextes, notamment en zones rurales ou périurbaines, l'économie sociale favorise le développement de projets énergétiques locaux tels que les coopératives d'énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse). Ces initiatives permettent aux citoyens de devenir acteurs de la production et de la gestion de l'énergie, tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles. Elles contribuent également à lutter contre la précarité énergétique en proposant des tarifs adaptés, des services d'accompagnement et des solutions d'efficacité énergétique pour les ménages à faibles revenus.

L'économie sociale en soutenant la transition énergétique répond à un besoin fondamental : l'accès à une énergie fiable et durable tout en plaçant l'intérêt collectif au cœur des décisions

Mesdames et Messieurs, si l'ESS et la diplomatie de l'ESS gagnent en visibilité, il reste encore beaucoup à faire pour que ces acteurs soient pleinement reconnus dans les forums internationaux et les négociations diplomatiques. Les États sont souvent plus enclins à défendre leurs intérêts économiques traditionnels qu'à soutenir des initiatives de coopération basées sur des valeurs sociales, elles souffrent de ressources limitées et sont souvent les premières cibles des restrictions budgétaires.

Le financement de projets ESS à l'échelle mondiale reste une question centrale, notamment en raison du manque d'engagement des institutions financières internationales.

Pourtant, la diplomatie de l'économie sociale est loin d'être une utopie, l'avenir ne se construira pas uniquement à travers la compétitivité ou l'accumulation de richesses, mais par un engagement collectif à promouvoir un modèle économique où l'humain, la solidarité et la durabilité sont les principes fondamentaux. C'est en nous unissant autour de cette vision d'une économie sociale, respectueuse de l'environnement et centrée sur l'humain, que nous pourrons réellement faire face aux défis du XXI^e siècle.

Ainsi, une diplomatie qui promeut l'économie sociale, c'est une diplomatie qui œuvre pour un monde plus équitable, plus juste et plus démocratique, où les citoyens sont acteurs et non spectateurs des décisions qui les concernent.

En renforçant la place de l'économie sociale sur la scène internationale, nous œuvrons à la diffusion de ces valeurs. Cela implique de soutenir les organisations de la société civile, les coopératives, les mutuelles et les entreprises sociales dans leurs projets à l'échelle mondiale, et de favoriser des partenariats où l'équité et la transparence sont les maîtres-mots. Dans un monde globalisé et déstabilisé, cette approche peut être un rempart contre les dérives autoritaires et un vecteur de paix et de prospérité partagée.

Je vous invite toutes et tous à devenir des ambassadeurs de cette diplomatie de l'ESS.

Coheur Alain